

Mobilité électrique : l'Assemblée nationale rejette la prolongation du crédit d'impôt pour les bornes de recharge - commentaire d'expert

Samedi 25 octobre, l'Assemblée nationale a **rejeté les amendements visant à prolonger le crédit d'impôt pour la pose d'une borne de recharge électrique (CIBRE)**, dans le cadre de l'examen du Projet de Loi de Finances 2026. Une décision passée presque inaperçue, mais qui pourrait marquer un **tournant majeur pour des milliers de ménages** et pour la **progression de la mobilité électrique en France**.

Un dispositif clé remis en cause

Mis en place en 2021 pour **accompagner la montée en puissance du véhicule électrique**, le CIBRE permet aujourd'hui aux particuliers de bénéficier d'un **crédit d'impôt** pouvant atteindre **€ 500** pour l'installation d'une borne de recharge pilotable à domicile. En 2024, **932 46 foyers en ont bénéficié**.

Le Projet de Loi de Finances 2026, présenté en Conseil des ministres le 21 octobre, **ne prévoyait pas sa reconduction**, mais trois amendements parlementaires proposaient de le maintenir.

A la surprise générale, tous ont été **rejetés samedi matin en séance publique**.

Un signal d'alerte pour les ménages et pour la filière

Pour Zeplug & ChargeGuru, acteurs français de référence de la recharge, cette suppression possible envoie un **signal préoccupant à la fois aux foyers** qui envisagent de passer à l'électrique mais aussi **à la filière industrielle**.

“Alors que le leasing social vient d'être reconduit pour rendre le véhicule électrique plus accessible, l'arrêt du CIBRE pourrait entraîner, en moyenne, une hausse d'environ 50% de la dépense pour les ménages pour l'installation d'une borne de recharge. C'est une incohérence qui risque de ralentir la dynamique engagée”,

commente Olivier Hamard, Directeur Général de Zeplug et Président de l'AFOR (Association Française des Opérateurs de Recharge).

Au-delà de son impact pour les ménages, le maintien du CIBRE est crucial pour le **déploiement de bornes “pilotes”**, capables **d'adapter la recharge à la disponibilité du réseau** et de renforcer la **sécurité** des installations. En son absence, les ménages sont le plus souvent équipés de bornes classiques, moins fiables et moins sûres.

“Le pilotage intelligent des bornes n'est pas un gadget : il sert à éviter les pics de consommation et à optimiser la recharge selon la production d'électricité. Un pilotage qui permettrait une économie annuelle de 150€ à 200€ par véhicule. C'est une solution bénéfique pour tout le système énergétique.”*, ajoute Olivier Hamard.

Les acteurs du secteur, dont l'AFOR et plusieurs associations professionnelles, se mobilisent désormais **avant l'examen prochain du texte au Sénat**.

Zeplug & ChargeGuru, opérateurs français de bornes de recharge, se tiennent à votre disposition pour décrypter les **conséquences de cette suppression pour les particuliers** et son impact sur le marché français de la mobilité électrique.

A propos de Zeplug & ChargeGuru :

Zeplug a pour mission d'encourager la transition énergétique de tous, en facilitant le passage à la mobilité électrique.

Pionnière, l'entreprise a déjà été choisie par plus d'un 1 million de foyers grâce à sa solution sans frais et clé en main pour la copropriété. Zeplug accompagne aussi les entreprises, dont des multinationales comme Saint-Gobain, Yves Rocher, La Française des Jeux, Coca-Cola, SAP, vers une mobilité plus durable. Présents dans 8 pays européens, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, l'Irlande et la Belgique, Zeplug déploie son offre en Europe sous la marque ChargeGuru. Membre du prestigieux programme French Tech 120, Zeplug relève les défis climatiques aux côtés de 300 collaborateurs passionnés. Une aventure collective et engagée, qui s'attaque au 1er secteur émetteur de CO2 : les transports.